

<https://www.pressegauche.org/Des-reflexions-et-des-debats-a-faire-pour-agir-pour-l-emption>



Des réflexions et des débats à faire pour agir pour l'émancipation

- Politique québécoise - Points de mire -



Date de mise en ligne : mercredi 23 janvier 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Dans ces points de mire, Presse-toi à gauche présente synthétiquement des éléments d'analyses d'articles publiés dans l'édition de la semaine et explicite ses partis-pris sur les points d'actualité et les débats en cours. Points de mire, pour bien marquer où nous voulons en venir !

Point de mire du 22 janvier 2019

[André Frappier nous livre la 2e partie de son texte](#) à propos de la lutte pour l'indépendance du Québec et pourquoi le PQ est un obstacle au succès de cette lutte. L'auteur explique que l'orientation néolibérale et étroitement nationaliste du PQ fait en sorte que les classes populaires deviennent de plus en plus hostiles à l'idée d'un Québec indépendant croyant que leur sort socio-économique ne s'améliorera pas dans ce projet de société. Les communautés culturelles et les personnes issues de l'immigration ne sont plus perçues comme des alliés potentiels mais comme des ennemis à la solde d'Ottawa ou comme « l'ennemi intérieur ». Frappier rappelle que les cas Catalan et Écossais font la preuve qu'une lutte pour l'indépendance doit comporter une stratégie de développement des rapports de force, y compris à l'international, et qu'un Québec isolé serait une cible facile pour ses ennemis alors qu'un Québec appuyé par les classes opprimées du Canada et d'autres pays aurait davantage de chances de réussir. Le projet d'indépendance doit donc être l'outil mobilisateur pour un changement profond de la société capitaliste en faveur des classes populaires.

[Bernard Rioux analyse les enjeux entourant le couronnement de Jean-François Blanchet à la tête du Bloc québécois](#). Il croit que Blanchet voit une opportunité dans les plus de 33% des votes reçus par les partis souverainistes (QS et PQ) lors des récentes élections québécoises. Il croit que les citoyens déçus des politiques de Trudeau mais qui ne veulent pas d'un retour des conservateurs au pouvoir peuvent opter pour le Bloc. La crise qui secoue le NPD ouvre aussi de l'espace pour la formation soeur du PQ. Il voit aussi dans l'accession de Blanchet à la tête du Bloc une façon de tourner la page sur « l'épisode Martine Ouellet » et une confirmation de l'orientation de défense des intérêts du Québec et non plus de lutte pour l'indépendance. L'auteur croit qu'ainsi le Bloc s'alignera sur les politiques de la CAQ, les intérêts du Québec étant déterminés par les consensus à l'Assemblée nationale dominée par ce parti nationaliste. Il devra donc défendre les politiques droitières de ce parti en matière d'immigration, d'environnement et d'austérité qui ne manqueront pas d'être mis à l'ordre du jour par le gouvernement Legault.

[De même, Jacques B. Gélinas nous fait part de sa vision des premiers jours du gouvernement Legault](#) et conclut que celui-ci n'est pas à la hauteur des enjeux qui se profilent à l'horizon. Il accuse le gouvernement de la CAQ d'aveuglement volontaire en matière de changements climatiques. Le ministre de l'environnement Benoit Charette a récemment confirmé que le Québec ne parviendra pas à atteindre les cibles fixées de réduction des GES, soit une réduction de 20% d'ici 2020 par rapport à 1990. La CAQ rejette le blâme sur les libéraux mais en rajoute une couche alors qu'elle appuie le projet de gazoduc qui voudrait relier l'Ontario et le Saguenay, soutient l'exploitation pétrolière en Gaspésie et différents projets pollués comme à Bécancour. Après le double langage sur la lutte aux changements climatiques de Trudeau à Ottawa, celui de Legault à Québec ?

[L'article de Pierre Mouterde s'inscrit dans le débat ouvert dans Québec solidaire sur la question de la laïcité](#). Pour l'auteur, la question suivante est essentielle : ... *comment un parti de gauche comme QS devrait traiter de cette question, alors que tant d'autres comme lui se sont déchirés à ce propos ? C'est là un beau défi, et qui jusqu'à présent a été jugé avec suffisamment de sérieux à QS pour qu'on décide de prendre le taureau par les cornes, en lançant un vaste débat interne qui sera tranché au Conseil national de mars 2019. Il prend parti dans le débat. À lire.*

[Bruce Allen, un ancien dirigeant du Canadian Auto Workers devenu Unifor, nous fait part des enjeux de la plus récente mouture de l'Accord Etats-Unis-Canada-Mexique](#) et considère que les salariés, les classes ouvrières québécoise et canadienne, les femmes et les jeunes ne font aucun gain dans cet accord. Il s'attarde en particulier

sur le chapitre consacré au travail et n'y voit que poudre aux yeux, les mesures annoncées devant être adoptées au Mexique avant le 1er janvier 2019 alors que rien ne fut fait en ce sens. En fait, les mesures prévues dans le nouvel accord ressemblent en tout point à celles de l'entente précédente. Il déplore les mesures concernant l'industrie automobile qui ne règlent en rien la situation qui risque de coûter des milliers d'emplois. Allen appelle à la résistance dans toute l'Amérique du nord contre la ratification de cet accord.

[Le système de justice représente une course à obstacle lorsque vient le temps pour les femmes victimes de violence d'être entendues par les différentes Cours de justice.](#) Récemment des femmes des quatre partis représentés à l'Assemblée nationale se sont entendues pour nourrir une réflexion sur les moyens à prendre pour que le processus soit davantage ouvert à la parole des femmes en matière de violence. La Fédération des femmes du Québec salue l'initiative. La FFQ souligne que seulement 5% des crimes sexuels sont déclarés à la police et que 3 plaintes sur 1000 mènent à une condamnation. La FFQ appelle à un changement radical de culture. Cependant, on peut douter de l'efficacité d'une position que rallierait l'ensemble des partis y compris les partis néolibéraux ne saurait satisfaire les revendications féministes, entendu que ces partis n'iront pas jusqu'à remettre en question tout un pan du système de justice qui les sert si bien.

Sur la scène internationale

La situation internationale nous interroge, nous oblige à réfléchir plus profondément au développement du néolibéralisme. Nous avons choisi des articles qui poussent notre réflexion à la fois sur l'environnement et sur l'histoire de la globalisation.

Notre premier choix porte sur un article très dense, très concis et par conséquent très difficile à résumer.

[Quelles tâches pour une gauche altermondialiste européenne ?](#)

Il apporte une vision de l'état de l'Union européenne et son devenir. Il place d'abord la situation actuelle : « *Les causes profondes de la crise de 2008-2009 ne sont pas surmontées, et il n'est pas apparu de réelles politiques alternatives, mais plutôt des recompositions au sein d'un même cadre global* ». Ensuite il insiste sur la situation des personnes immigrées comme élément constitutif de la situation actuelle : « *Au-delà de la diversité des "étrangers" de chaque pays et propre à chaque "nationalisme" évolutif, la xénophobie est un trait fondamental de la nouvelle phase de mondialisation - et donc aussi un enjeu de toutes les politiques "alternatives" progressistes.* »

Cette première caractéristique énoncée, l'article en avance une autre : « *C'est l'État social qui a été détruit en renforçant l'État-gendarme et défenseur de la propriété privé et de la concurrence ;* »

La deuxième partie de l'article porte sur la construction d'une Europe progressiste. Trois stratégies de lutte y sont développées :

1, « *Choisir le terrain des droits, quels que soient les choix tactiques des uns et des autres sur l'UE - et les défendre ensemble* ». 2. « *Ce terrain, c'est celui de la défense de la justice sociale et environnementale sur des bases altermondialiste, refusant la cible xénophobe : donc l'axe (urgent) est celui de droits pour toutes et tous contre toutes les oppressions croisées, et en défense de l'environnement* ». 3. « *Une union de peuples n'est progressiste que si elle est libre et égalitaire ; elle ne saurait être un "super État" fédéraliste ; elle ne saurait imposer des règles et des lois qui réduisent les droits acquis au plan national - mais au contraire doit permettre de les étendre et consolider ; elle déterminera, selon des critères de subsidiarité quel est, selon le besoin à satisfaire, le bon niveau territorial (local, national, régional, supranational) d'exercice de la "souveraineté partagée" ; démocratique, égalitaire* ». Et

arrive la conclusion : « *La campagne qui est en train de se construire dans l'UE et au plan international en défense des "droits des peuples, pas des multinationales !" doit se mener à tous ces niveaux* ». Un article qu'il faut absolument lire pour comprendre la situation européenne actuelle.

L'environnement est un enjeu primordial à tenir en compte si on veut sauver la planète. Nous avons choisi cet article parce qu'il essaie de nous faire voir les enjeux climatiques pour les pays émergents.

[Pays émergents et climat : du refus à la participation « différenciée »](#)

Dans les années '70 quand la question de l'environnement a commencé à être discuté. Les visions des différents pays étaient à l'opposé : « *Cet écart de vécu se manifeste de façon éclatante lors de l'acte inaugural de l'agenda global de l'environnement, la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain de Stockholm, en 1972, à laquelle les pays du Sud participent à contrecœur. Le discours de la première ministre indienne, Indira Gandhi, synthétise l'état d'esprit de ces derniers : « la pauvreté n'est-elle pas la pire forme de pollution ? ». Qui plus est, qui sont les Occidentaux pour donner des leçons d'écologie au monde, sachant que « les puissances coloniales ont atteint leurs niveaux actuels de prospérité - et de pollution - en exploitant le Tiers-Monde* ». »,

Arrive Rio : « *Deux décennies plus tard, à l'approche du Sommet de la terre de Rio, les préoccupations des pays en développement n'ont pas changé : ils ne sont demandeurs de rien et toute discussion environnementale doit englober les questions de développement économique. En amont de la conférence, cette ligne dure entraîne des concessions conceptuelles de la part des pays riches : Rio est une conférence sur l'environnement ET le développement, tandis que la récente notion de « développement durable », qui réconcilie conceptuellement la préservation de l'environnement et le progrès socio-économique, devient centrale dans les textes négociés* ». »

Les positions restent donc campées et n'évoluent pas beaucoup. Mais petit à petit une évolution fait son chemin : « *À mesure que les négociations environnementales se succèdent et incorporent les intérêts et concepts chers aux pays en développement, l'attitude de ces derniers vis-à-vis des instances de la gouvernance mondiale passe graduellement d'une attitude de contestation (années 1970-1980), à une attitude de participation conditionnée (années 1990), puis d'engagement plus volontaire (année 2000)* ». Avec Copenhague, une nouvelle stratégie voit le jour : « *Sous l'influence des États-Unis et des émergents, on passe dans les années qui suivent Copenhague d'un processus centralisé - fixer collectivement un objectif global de réduction à se répartir entre pays sous forme d'engagements contraignants - à un processus décentralisé et plus souple : chaque pays définit indépendamment ses objectifs, qu'il soumet aux autres sous la forme de contributions déterminées au niveau national. « Le passage à l'action des pays est alors facilité, puisque davantage autoréférentiel et fondé sur des critères nationaux plutôt que fonction des engagements des autres pays : plus adaptés, les engagements en deviennent plus crédibles* ». »

L'article conclut sur la situation actuelle. Il y a loin de penser que l'unanimité et l'uniformité d'action est à l'ordre du jour dans les pays émergents : « *Trois ans après Paris et le dépôt de leurs contributions nationales, les signes de l'engagement des pays émergents en matière climatique divergent* ». Il faudra encore temps, débats et discussions avant de voir la dimension environnement devenir priorité pour les pays émergents.

Aussi sur l'environnement, cet entrevue. [Interview avec l'écrivain Nicolas Sersiron sur le concept d'extractivisme et ses effets sur les peuples](#)

L'entrevue commence par une définition claire de l'extractivisme : « *Il désigne le pillage des ressources naturelles (végétales, minières et fossiles) par quelques grands actionnaires et institutions financières. Une dépossession-privatisation des biens communs, qui appartiennent pourtant à tous les terriens : humains, animaux, insectes, végétaux, bactéries... Mais il désigne en plus le pillage des ressources humaines, esclavage historique,*

travail forcé colonial, travail sous payé, etc. et aussi le pillage des ressources financières. » L'article situe ensuite l'extractivisme dans la continuité des politiques d'ajustement structurelle imposées par la Banque mondiale aux pays pauvres pour soi-disant payer leurs dettes : « Ainsi, pour rembourser la dette illégitime, et en échange de quelques prêts de secours, il leur a fallu privatiser les entreprises minières, extraire toujours plus de ressources naturelles destinées à être exportées brutes et bien sur aussi exporter des matières premières végétales et alimentaires. C'est ainsi que la boucle des pillages extractivistes s'est refermée sur les peuples. »

Pour conclure cette réflexion sur la planète et sur le monde, voici un article à saveur historique.

[La globalisation de Christophe Colomb et Vasco de Gama à aujourd'hui](#). L'objectif de ce premier article est de situer le phénomène de la globalisation dans son contexte historique : « *Le début de la mondialisation/globalisation remonte aux conséquences du premier voyage de Christophe Colomb qui l'a amené en octobre 1492 à débarquer sur les rivages d'une île de la mer Caraïbe* » Une suite devrait être publiée. L'article commence par décrire que les premières expansions territoriales européennes se faisaient vers l'Asie : « Le commerce entre l'Europe et la Chine empruntait des voies terrestres et maritimes (via la mer Noire) » Ce qui a amené un transfert de technologies d'Asie vers l'Europe.

Arrive ensuite les ambitions espagnoles et portugaises : « Au moment où le Génois Christophe Colomb, au service de la couronne espagnole, ouvre la route maritime vers les « Amériques » [8] par l'Atlantique en prenant la direction de l'Ouest, Vasco de Gama, le navigateur portugais cingle vers l'Inde en empruntant aussi l'océan Atlantique mais en faisant cap vers le Sud »

L'article ne conclut pas mais va plutôt se poursuivre : « *Dans la deuxième partie de cet article seront notamment abordés les famines coloniales, le commerce triangulaire, l'intervention de la BM, du FMI et de l'OMC, l'envers du miracle indien actuel et quelques pistes alternatives.* »

Pour les personnes passionnées d'histoire, un article incontournable.

Bonne lecture